

La fable de l'immigration qui ferait monter les salaires...

Récemment, à plusieurs reprises, dans un contexte où le Gouvernement entend réduire le nombre d'immigrés légaux, plusieurs responsables politiques, Hervé Morin et Marine Le Pen notamment, ont exprimé l'idée que l'immigration tendrait à réduire les salaires. Une telle assertion, a priori, n'a rien de saugrenu. Sur un marché du travail où le taux de chômage atteignait 9,4% en 2010 et devrait même monter aux alentours de 9,7% en 2011 (prévisions OFCE), un apport supplémentaire de main-d'œuvre extérieure risque, en bonne logique économique, de peser sur la rémunération du facteur travail.

De surcroît, si cette main-d'œuvre est dans une situation fragilisée, peu revendicative, l'effet risque de se manifester avec d'autant plus d'acuité. Karl Marx parlait, lui, d'« armée industrielle de réserve » (dans le chapitre XXV du Livre 1 du Capital), une armée « qui appartient au capital d'une manière aussi absolue que s'il l'avait élevée et disciplinée à ses propres frais. Elle fournit à ses besoins de valorisation flottants, et, indépendamment de l'accroissement naturel de la population, la matière humaine toujours exploitable et toujours disponible ». Et même si Marx ne désignait pas spécialement les immigrés par cette appellation, leur situation objective paraît passible d'une telle approche, dès lors bien plus actuelle qu'il n'y paraît au départ.

Bref, l'immigration tendrait à faire pression sur les salaires. Il fallait donc que les immigrationnistes réagissent. Un article de l'AFP, daté du 21 avril et repris par plusieurs médias (Libération, La Croix, l'Expansion...), leur a apporté un opportun renfort. Via l'interview d'économistes et la reprise d'études récentes, l'article vise à montrer que non seulement l'immigration ne ferait pas baisser les salaires – idée bien trop simpliste –, mais même, – et c'est le titre de l'article –, « en France, les migrants

peuvent avoir un impact positif sur les salaires. »

Les mots sont importants : la France est citée, dans la mesure, où intervenant sur ce sujet, la Présidente du FN s'était appuyée sur une étude américaine – reprise par le Conseil d'analyse économique – suivant laquelle 1% d'immigration diminuerait de 1% les salaires. Tout faux, nous dit-on, l'étude s'applique justement aux Etats-Unis et n'est pas transposable à la France, en particulier parce que l'existence d'un SMIC jouerait le rôle d'un « bouclier protecteur » (Yannick L'Horty, professeur à l'Université de Paris-est). Réponse pas très convaincante, cependant, car si le SMIC joue le rôle de seuil, on peut se dire qu'au-delà de ce seuil, une augmentation de la main-d'œuvre maintiendra quand même les salaires à un niveau bas – et les rendra plus faibles que dans une situation hypothétique où un tel afflux n'existerait pas. Certes, la valeur d'élasticité calculée pour les Etats-Unis (-1) n'est probablement pas transposable telle quelle à l'économie française, mais de là à supposer qu'en France, on aurait même une possibilité de croissance des salaires, il y a là un pas qui paraît difficile à franchir... c'est pourtant ce qui est fait dans l'article l'AFP, experts patentés à l'appui.

Première pièce versée au dossier : une étude de Javier Ortega et Gregory Verdugo. Celle-ci porte sur la période 1962-1999 : première bizarrerie, sont considérées dans un même travail, une partie des Trente Glorieuses, la crise des années 70, et la croissance douce qui a suivi ; des périodes économiques très différentes donc, mais soit. Toujours est-il que l'étude parviendrait à déceler « un impact positif de l'immigration sur les salaires. » La raison alléguée : « l'immigration permet aux nationaux de grimper dans l'échelle des professions » et d'aller « vers des métiers mieux rémunérés. » À défaut de précisions par les journalistes, on ne peut juger l'explication donnée que sur ces seules phrases et celles-ci sont, à l'évidence, problématiques. En premier lieu, quelle assurance a-t-on que la corrélation statistique entre immigration et salaires en hausse, si elle est effectivement

mesurée, ne traduirait pas une causalité inverse ? Autrement dit, ce ne serait pas l'immigration qui aiderait à faire grimper les salaires, mais c'est une situation économique favorable avec hausse des salaires qui favoriserait l'immigration. Bien plus plausible d'ailleurs, du point de vue économique.

Ensuite, l'interprétation donnée fait également problème. Il semblerait d'abord qu'on ne parle plus des salaires globaux, mais des salaires des seuls nationaux. Dès lors, si effectivement les immigrés occupent les emplois subalternes, les moins rémunérés, il ne faut pas être surpris que les nationaux se retrouvent avec des emplois mieux qualifiés et mieux rémunérés. C'est là un effet purement mécanique qui proviendrait d'une augmentation de la part des emplois les plus rémunérés, sans qu'on puisse en déduire que chacun voit son salaire augmenter. Certes, ce pourrait être le cas si l'on montrait que tous les travailleurs potentiels se retrouvent avec des emplois mieux rémunérés, les autres emplois étant occupés par des immigrés ; cependant, la réalité d'un chômage massif et en augmentation laisse supposer que ce scénario ne joue pas ici : si les travailleurs nationaux sont privés des emplois les moins qualifiés, ce n'est pas pour en occuper de plus qualifiés, c'est pour se retrouver, pour une fraction importante en tout cas... demandeurs d'emplois !

Ensuite parole est donnée à Etienne Wasmer, professeur du département d'économie à Sciences Po. Lui aussi pense que « l'immigration peut avoir un 'effet positif' sur les salaires de certaines catégories ». Explication : « Les entreprises trouvent une main d'oeuvre plus disponible, peuvent recruter plus rapidement des travailleurs qui acceptent des horaires plus flexibles. Cela permet une amélioration de leur performance et cet effet favorable sera distribué en partie au capital et en partie au travail et donc au salaire ». Au passage, le libéral égratigne une réglementation et des comportements, notamment syndicaux, peu propices à la flexibilisation des horaires : les benêts, n'ont-ils pas compris que ce serait pour le bien de tous ? Mais les

immigrés, eux, n'ont cure de pratiques syndicales obsolètes ; ils seraient prêts à tout : à toute forme de « flexibilité » en particulier. Le capital le leur rend bien. Que la performance s'améliore et ils retireront le fruit de leur sacrifice et en feront bénéficier les autres salariés. Avec des hypothèses ad hoc, on peut tenir à peu près tout type de raisonnement, notamment ceux qui nous font plaisir. Si l'on parvient à trouver des rennes sachant voler, un gros monsieur barbu à même de supporter des températures polaires et une cheminée suffisamment large pour permettre le passage du gros monsieur en question, on peut raisonnablement croire au Père Noël. Il en va du Père Noël comme de l'effet positif de l'immigration sur les salaires : il suffit de trouver les hypothèses qui nous arrangent.

L'article ne s'arrête pas là. C'est au tour d'Olivier Ferrand, président de Terra Nova (proche du PS), d'être mobilisé. Et lui de nous servir l'antienne des « immigrants en France [qui] travaillent, contribuent à la richesse nationale et renforcent notre population active qui vieillit. » Sauf que le taux de chômage des immigrés est à peu près double du taux de chômage national et que le taux de fécondité en France laisse de bonnes marges de croissance potentielle à la population active. Accessoirement, par ailleurs, dans ce commentaire, il n'est plus fait référence aux salaires, pourtant le sujet censé être couvert...

Mais pour finir cette brève anthologie, on décernera la palme de l'humour involontaire à Cédric Mathiot qui, dans un article de Libération légèrement antérieur de celui de l'AFP, se voulait critique de l'exploitation par Marine Le Pen des chiffres mentionnés par le Conseil d'analyse économique. L'article s'achève par une citation de l'auteur du rapport, Gilles Saint-Paul : « Dans un pays marqué par les rigidités salariales, comme la France, on s'attendrait à un effet moindre sur les salaires et un effet à la hausse sur le chômage. » Et le journaliste de conclure de manière définitive : « il ne suffit pas de puiser un chiffre dans un rapport 'sérieux'. Encore faut-il que le traitement qu'on en fait le

soit aussi. » Il vient d'être dit que le principal problème ne serait pas la baisse du salaire, mais la hausse du chômage, le journaliste n'y voit là que la démonstration d'une mauvaise utilisation de statistiques. Comme quoi, si « les affaires, c'est l'argent des autres » (A. Dumas), la bonne conscience immigrationniste, c'est le chômage des autres.

Bertrand JACQUES